



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 15 mai 2023

🍷 Régional

Accumulation des retards de paiement de 12 pays africains auprès des compagnies aériennes du continent à cause de la pénurie de devises

12 pays africains dont le Burundi et l'Éthiopie ont accumulé un retard de paiement d'1 Md USD auprès des compagnies aériennes du continent à cause de la pénurie de devises à laquelle ces états font face. La majorité des fonds bloqués correspondent aux recettes des ventes de ces dernières. Selon les acteurs du secteur, ce phénomène s'explique par le fait que les pays qui manquent de devises ne donnent pas la priorité aux compagnies aériennes. Néanmoins, si ces impayés ne se cantonnent pas aux pays africains, ils en sont majoritairement à l'origine : le total pour ces entreprises africaines s'élèverait à 1,8 Md USD dans le monde. Le Nigéria à lui seul représenterait 500 MUSD d'arriérés et si le détail des chiffres n'est pas connu, la part de l'Éthiopie serait très faible comme l'immense majorité de son trafic aérien est couvert par *Ethiopian Airlines*. L'enjeu est de taille pour les compagnies comme pour le continent puisque ce problème vient

considérablement freiner les capacités d'investissements des acteurs du secteur dont l'objectif est de mieux connecter le continent au reste du monde par le développement de nouvelles lignes et destinations. D'autant que le secteur est déjà ralenti et risque une baisse considérable de son rythme de croissance alors que les prix des billets d'avion sur le continent africain seraient en moyenne 50 % plus cher qu'ailleurs dans le monde.

Les transporteurs d'Afrique de l'Est s'opposent au projet de loi finances du Kenya

La proposition du Kenya d'augmenter la taxe sur les camions et les remorques dans le cadre du projet de loi de finances 2023 du pays a créé des incertitudes chez les transporteurs au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est. Il propose d'augmenter la taxe anticipée à 21,91 USD par tonne de capacité de charge par an ou à 36,52 USD à partir de janvier 2024. La secrétaire du cabinet de la CAE au Kenya a promis un examen minutieux du projet de loi par les ministres des Finances de tous les États partenaires de la CAE. Le projet de loi propose également une augmentation de la TVA sur le carburant de 8 % à 16 %. L'augmentation proposée de la taxe anticipée aurait un impact négatif

considérable sur les flux de trésorerie des entreprises de transport, qui sont déjà en difficulté en raison du coût élevé du carburant et de l'entretien. Les transporteurs - dont les camions empruntent le corridor nord vers les États voisins de l'Ouganda, du Rwanda, de la République démocratique du Congo et du Sud-Soudan - ont proposé la suppression de la taxe anticipée.

Burundi

Lancement officiel du premier déploiement légal des travailleurs migrants burundais vers l'Arabie Saoudite

Dans le cadre des accords de coopération signés en octobre 2021 entre le Burundi et l'Arabie saoudite, les premiers travailleurs migrants burundais ont pris l'avion ce mercredi 17 mai 2023 vers l'Arabie Saoudite. Le gouvernement a pris cette initiative pour que les travailleurs burundais qui vont chercher du travail dans les pays arabes soient mieux protégés. En effet, par le passé plusieurs cas de travailleurs burundais maltraités par leur employeur avaient été rapportés, en particulier de jeunes femmes. Au total, 17 agences sont déjà agréées et travaillent en toute légalité. Auparavant, les travailleurs se rendaient en Arabie saoudite de façon clandestine ce qui rendait difficile leur protection.

Comores

Le FMI conclut un accord avec les autorités comoriennes pour une Facilité Élargie de Crédit (FEC)

Dans un communiqué publié le 8 mai 2022, le FMI indique qu'un accord a été conclu avec les autorités comoriennes au sujet d'une Facilité élargie de crédits pour un montant de 32,04 millions de DTS (environ 43 MUSD). Il s'agit du premier programme avec financement pour les Comores depuis 2013. La FEC a pour objectif de favoriser la stabilité économique, en soutenant des plans d'assainissement des finances publiques, le renforcement du secteur financier et la lutte contre la corruption. Cet accord sera soumis à l'approbation du Conseil d'Administration du FMI.

Ratification d'un accord de prêt souverain dans le secteur de la santé

Le 10 mai dernier, l'assemblée nationale de l'Union des Comores a ratifié un emprunt au bénéfice de l'Hôpital El Maarouf d'une valeur de 18 MEUR, contracté auprès de la Banque Islamique de Développement avec une échéance de remboursement de 25 ans. Ce projet a pour objectif de financer l'amélioration des services de soins et la finalisation de la construction du principal hôpital du pays. Il doit conduire à réduire les évacuations sanitaires excessives, à vacciner la population et à doter le CHU d'un nouvel équipement médical et d'une nouvelle stratégie de développement. Cette nouvelle dette intervient alors même que les Comores, ont été rétrogradées par le FMI en

2022 en risque de surendettement « élevé ». Le programme FEC devrait néanmoins améliorer cette notation.

📍 Djibouti

Accord-cadre de 600 MUSD entre l'ITFC et Djibouti

La Société islamique internationale de financement du commerce (ITFC), membre du Groupe de la Banque islamique de développement (BID) a signé un accord-cadre de 3 ans pour un total de 600 MUSD avec Djibouti. Cet accord a été conclu à l'occasion de l'Assemblée annuelle 2023 du Groupe de la BID et dans le cadre d'accords avec le Mali et la Gambie d'un montant total de 1,1 Md USD. Au cours des trois prochaines années, l'ITFC mobilisera des ressources financières auprès de banques et institutions financières internationales et régionales pour financer l'énergie, l'agriculture, la santé et le secteur privé, en plus de fournir une assistance technique à Djibouti. Pour rappel, depuis sa création en 2008, l'ITFC est un partenaire essentiel du pays avec un total de 1,4 Md USD de financement et de facilités de renforcement des capacités notamment dans le domaine énergétique (l'ITFC, participe en effet activement au financement de la Société Internationale des Hydrocarbures de Djibouti (SIHD) dédié à l'importation des produits pétroliers à Djibouti et ce, depuis 2015).

📍 Erythrée

Pas de brève cette semaine

📍 Ethiopie

Lancement du service paiement en ligne de Safaricom en Éthiopie

L'opérateur kenyan *Safaricom* lance son service de paiement en ligne, M-PESA, en Éthiopie après avoir eu le 11 mai dernier l'aval de la banque centrale éthiopienne (NBE). Ce dernier avait obtenu en 2021 la toute première licence de téléphonie mobile dans le pays et était entré effectivement sur le marché en 2022. Ce service, à l'image de Telebirr, permet aux utilisateurs d'envoyer et recevoir de l'argent, de payer des factures ou des achats, même sans disposer d'un compte bancaire. Il devrait être effectif d'après l'entreprise au deuxième semestre 2023. Cette annonce en faveur de *Safaricom M-Pesa Mobile Financial Service Plc*, filiale de Safaricom avec des capitaux sud-africains (via l'opérateur Vodacom) et japonais (via le groupe Sumimoto), est la concrétisation de l'accord trouvé avec le gouvernement éthiopien à l'octobre 2022. La NBE a été chargée ces derniers mois d'établir le cadre réglementaire permettant aux opérateurs étrangers de proposer sur le territoire éthiopien un tel service. A l'échelle du groupe, M-PESA représente 40% de ses bénéfices et l'entreprise a connu ces 12 derniers mois une chute historique de ses profits (-10,6%) en raison des coûts d'investissement et d'exploitation très importants en Éthiopie.

Secteur industriel éthiopien entravé par les pénuries de liquidité et de devises

Le secteur industriel éthiopien serait en difficulté en raison d'un manque de financement chronique. En effet, selon un

rapport du ministère de l'Industrie couvrant une période de neuf mois de l'EFY 2022/23, le secteur industriel serait sous-financé en raison d'un manque de liquidité des banques commerciales. Sur les neuf mois l'année en cours, seuls 3,3 Mds ETB ont été mis à disposition des industriels sur 20 Mds ETB qui devaient être décaissés d'ici la fin du troisième trimestre, soit seulement 6,5 % de la demande. De même, en raison de la pénurie de devises, seuls 132 MUSD sur les 432 MUSD demandés pour l'achat d'intrants et de pièces de rechange ont été mis à disposition, soit seulement 30% de la demande. Pour pallier cette difficulté, la plupart des industriels se tournent vers des sources de marché noir ainsi que l'exportation de denrées agricoles pour réaliser leurs importations de capital en *franco valuta*. Ainsi, la Banque publique de développement d'Éthiopie (DBE) reste le principal bailleur de fonds des grandes entreprises et les banques commerciales représenteraient une part remarquablement faible.

Kenya

Moody's abaisse la note de la dette du Kenya de B2 à B3

Moody's a abaissé vendredi de B2 à B3 la note de la dette senior non garantie du Kenya ainsi que les notes d'émetteur à long terme en monnaie étrangère et en monnaie locale. L'agence a ajouté que les conditions de financement intérieur du Kenya se sont considérablement détériorées au cours des deux derniers mois, avec une émission intérieure nette très faible contribuant aux déficits de financement et aux retards dans les dépenses du gouvernement. Sans accès

aux marchés obligataires internationaux pour refinancer les amortissements externes à venir, Moody's s'attend à ce que le Kenya s'appuie principalement sur le financement concessionnel des institutions financières multilatérales, ainsi que sur des prêts commerciaux syndiqués pour répondre à ses besoins de financement externe.

L'État a versé environ 53 MUSD sur la dette garantie de Kenya Airways (KQ) entre janvier et mars 2023

L'État a versé environ 53 MUSD sur la dette garantie de Kenya Airways (KQ) entre janvier et mars 2023. Cela porte les paiements cumulés des contribuables pour les prêts garantis à 74 MUSD. Pour rappel, KQ n'a pas remboursé une partie (485 MUSD) de son prêt de 525 MUSD accordé par la Private Export Funding Corporation, garanti d'abord par la US Exim Bank, puis par le gouvernement kenyan, ce qui a contraint le Trésor à prendre en charge les paiements de la dette garantie. Le plan de restructuration prévoit l'injection de capitaux supplémentaires par le gouvernement, des réductions de coûts, l'optimisation du réseau et le développement d'indicateurs de performance clés pour les cadres supérieurs de KQ, y compris son PDG. Selon les déclarations du National Treasury, les garanties font déjà partie de l'encours de la dette publique et ne devraient pas entraîner de conséquences significatives, si ce n'est une augmentation de l'obligation de paiement annuel des services du Fonds consolidé, estimée à 70 MUSD par an. Contrairement aux années précédentes, KQ ne devrait a priori pas bénéficier de financements de l'État sur la prochaine année fiscale 23/24, selon les déclarations du PS Chris Kiptoo devant le Parlement.

Madagascar

Signature de conventions AFD à l'occasion de la visite de la Secrétaire d'Etat Mme Zacharopoulou

La France et Madagascar ont signé le 16 mai deux conventions de financement de l'AFD. La première concerne l'octroi d'une subvention de 7 MEUR destinée à améliorer la gestion des finances publiques à travers le Projet d'Accompagnement des Réformes et de Renforcement de Capacités (PARCC), qui permettra d'améliorer l'efficacité et la transparence, de la programmation jusqu'à l'exécution du budget. La seconde convention porte sur un don de 2 MEUR pour financer des projets dans la région de Diana, située au nord du pays, visant à améliorer la gestion durable des écosystèmes côtiers. Ces conventions ont été signées par la Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, Chrysoula Zacharopoulou, qui effectuait un déplacement à Madagascar dans le cadre de la réunion ministérielle de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Maurice

Les grands conglomérats mauriciens affichent de bons résultats

Avec la publication de leurs bilans financiers trimestriels, les grands conglomérats affichent une consolidation de leurs activités. Sur les neuf premiers mois de

l'année fiscale 2022/2023, le premier groupe de Maurice, IBL réalise ainsi un chiffre d'affaires de 820 MEUR en augmentation de 23 % par rapport à 2021/2022, alors que son dauphin, le groupe CIEL annonce un chiffre d'affaires de près de 550 MEUR (+32 %). Si la plupart de leurs filiales voient leur activité progresser, leurs pôles hôtellerie s'imposent comme les principaux moteurs de ce renforcement. En outre, les stratégies d'internationalisation semblent porter leurs fruits à l'instar de la bonne rentabilité de l'investissement d'IBL dans le distributeur kenyan Naivas.

Ouganda

Des besoins en financement climat estimés à 28,1 Mds USD à horizon 2030

Selon le ministère des Finances, les besoins de l'Ouganda en matière de financement climat s'élèveraient à 28,1 Mds USD pour la période 2021-2030 afin de financer les activités d'adaptation et d'atténuation dans les domaines de l'énergie, de la sylviculture et de l'agriculture, et autres secteurs prioritaires identifiés dans la Contribution déterminée au niveau national (CDN) mise à jour. Sur ce montant, 15 % (4 Mds USD) seront issus de ressources domestiques, tandis que les 85 % restants (24,1 Mds USD) seront financés par des sources extérieures. Pour accélérer la mobilisation des financements, le ministère des Finances a récemment mis en place une *Climate Finance Unit*, avec le soutien du *Foreign and Commonwealth Office* britannique et du *Global Green Growth Institute* et envisage de recourir à de nouveaux instruments

(obligations vertes, *debt-for-nature swaps*, marchés carbone).

Rwanda

La Banque centrale maintient son taux de crédit à 7 % pour juguler l'inflation

A l'occasion de la publication trimestrielle du Comité de politique monétaire et de stabilité financière le 11 mai, la Banque nationale du Rwanda a décidé de maintenir son taux de crédit à 7 % dans le cadre de ses efforts continus pour réduire l'inflation. Selon l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR), les prix à la consommation ont augmenté de +17,8 % en avril, contre +19,3% en mars et +20,8% en février. Le gouverneur de la banque centrale, John Rwangombwa, a déclaré qu'en raison des mesures de politique monétaire prises, l'inflation sera ramenée à 5 % d'ici 2024. La Banque centrale a relevé son taux directeur en février de 6,5 % à 7 %. En conséquence, le taux interbancaire est passé de 5,29 % en 2022 à 7,36 % au premier trimestre 2023, et les taux de prêt ont chuté de 16,5 % à 15,9 %.

Seychelles

Réunion de la Commission des Etats Insulaires d'Afrique sur le Climat pour discuter de la prochaine COP 28

Les pays membres de la Commission des États Insulaires d'Afrique sur le Climat se sont réunis lors d'une réunion de trois jours aux Seychelles pour discuter de la

gouvernance de la Commission et de leurs attentes concernant la 28ème Conférence des Parties (COP 28), qui se tiendra à Dubaï en novembre prochain. Cette réunion vise également à informer les pays membres des résultats et du suivi de la COP 27. Son objectif est de permettre aux États insulaires africains de travailler ensemble vers une vision partagée et à long terme, dans le but de s'approprier efficacement les ressources disponibles pour la lutte contre le changement climatique.

Somalie

La FAO et l'UNICEF signent un MoU pour renforcer la sécurité hydrique

La FAO et l'UNICEF ont signé un protocole d'accord le 10 mai à Mogadiscio pour soutenir l'initiative *Water 4 Life* qui vise à renforcer l'approvisionnement en eau en zone rurale et la gestion durable des ressources en Somalie. Dans le cadre de ce partenariat, les deux organisations onusiennes mobiliseront des fonds pour financer d'une part : i) la mise en place de systèmes efficaces de gouvernance de l'eau et ii) la construction de nouvelles infrastructures. Selon le *Joint Monitoring Program (UNICEF/OMS)*, 43,6% de la population somalienne n'avait pas d'accès basique à l'eau potable en 2020. La situation s'est par ailleurs aggravée ces dernières années en raison de graves épisodes de sécheresse répétés, l'ONU anticipe qu'environ 6,6 millions de personnes en Somalie devraient être confrontées à une pénurie alimentaire aigüe jusqu'en juin 2023.

Réouverture officielle de la frontière entre le Kenya et la Somalie

Le Kenya a accepté lundi de rouvrir officiellement ses frontières avec la Somalie à Mandera, Lamu et Garissa dans les 90 jours à venir. La réouverture de la frontière entre le Kenya et la Somalie met fin à un blocage de 12 ans qui a commencé en 2011 lorsque le Kenya a lancé l'opération Linda Nchi pour lutter contre l'afflux de combattants d'Al-Shabaab dans le pays. Les gouvernements ont également discuté de projets visant à mettre en place des infrastructures frontalières modernes et sûres afin de faciliter le commerce, la mobilité et la circulation des personnes. Cette initiative, qui coûtera environ 12,4 MUSD selon les estimations, sera financée par le Royaume-Uni dans le but de trouver une solution durable à l'insécurité et à l'instabilité persistantes dans la région de la Corne de l'Afrique.

📍 Soudan

Poursuite des combats à Khartoum et détérioration de la situation

Les violents affrontements entre les Forces armées soudanaises et la milice paramilitaire des Forces de soutien rapide (RSF), qui ont éclaté le 15 avril, se poursuivent notamment dans la capitale. Malgré la signature d'un accord sur la création de couloirs humanitaires sécurisés, sous auspice américaine et saoudienne, la normalisation de la situation risque encore de tarder. Les conditions de vie à Khartoum sont toujours chaotiques avec une difficulté accrue d'accès aux services d'eau, d'électricité, de télécommunication, aux services bancaires et aux services médicaux (61 hôpitaux sur un

total de 81 sont hors service). La ville connaît également une prolifération de pillage et de banditisme sans précédent. Selon des estimations de l'ONU, environ 1 million de personnes auraient quitté la capitale dont 200 000 vers des pays voisins.

Limogeage du gouverneur de la Banque centrale et gel des avoirs bancaires des RSF

Un mois après le début des affrontements, le Président du Conseil de la Souveraineté, le Général Bourhan, chef des Forces armées soudanaises, a annoncé le limogeage du gouverneur de la Banque centrale, Yahia Jangoul, et la nomination, à sa place, de Borai El Siddiq, qui était jusqu'alors sous-gouverneur. Le Général Bourhan a décrété également le gel des avoirs bancaires des RSF et de leurs sociétés affiliées, ainsi que l'arrêt de toutes les allocations budgétaires qui leur étaient allouées. Pour mémoire dans le budget 2023, le montant de ces allocations s'élevaient à 440 Mds SDG (soit à l'époque l'équivalent de 771 MUSD), dont 67 % au seul titre des salaires.

📍 Soudan du Sud

Le ministre des Transports souhaite une autonomie de l'autorité en charge de l'aviation civile

Lors d'une conférence de presse tenue ce vendredi 12 mai 2023, le ministre chargé des transports, des ponts et des routes a fait part de sa volonté de voir l'autorité nationale en charge de l'aviation civile (SSCAA-South Sudan Civil Aviation Authority) gagner en autonomie, alors qu'elle dépend largement du gouvernement. Il a également demandé

au ministère des Finances et de la Planification économique de s'acquitter des arriérés de paiements des organisations internationales qui travaillent avec l'autorité – ces arriérés s'élevant à 3,2 MUSD selon lui. Le développement du secteur aérien est un des objectifs de développement du pays. Cette stratégie se justifie par trois éléments selon la SSCAA : la superficie importante du pays ; le déficit de routes en bon état et la position stratégique du pays, faisant qu'un volume important de trafic aérien transite par son espace aérien.

marchés des récoltes et aux subventions et l'exécution du programme « *Build a Better Tomorrow* » (BBT). L'objectif principal du programme gouvernemental BBT, lancé en août 2022, est de renforcer l'engagement des jeunes dans le secteur agricole via la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de responsabilisation. L'irrigation reste l'un des domaines prioritaires (97,5 MUSD alloués contre 153 MUSD lors de l'exercice précédent) : l'objectif du gouvernement est de porter la superficie des terres irriguées à 1,2 Mhectares d'ici 2025.

Tanzanie

Augmentation de 34,7 % de la part des projets de développement dans le budget agricole 2023/24

Pour la deuxième année consécutive, le ministre de l'Agriculture Hussein Bashe a présenté au Parlement un budget du secteur agricole en forte hausse : le budget total de l'exercice 2023/24 devrait atteindre 411 MUSD contre 323 MUSD lors de l'exercice précédent, soit une augmentation de 27,2%. La part du budget alloué aux projets de développement serait en hausse de 34,7% (326 MUSD au total contre 242 MUSD en 2022/23). Parmi les principaux projets de développement à mettre en œuvre afin de stimuler la productivité agricole, ont été cités par le ministre : l'expansion des infrastructures d'irrigation, la recherche agricole, les infrastructures de stockage des récoltes, la production de semences, l'amélioration de l'accès aux

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN
jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET
frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE
julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA
suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO
annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS
rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international